

Chapitre 11

*La gouvernance économique mondiale depuis 1945 (+ 6)*Introduction

Une idée ancienne mais pas de réalisation concrète avant la SDN en 1919, mais échec.

WWII → prise de conscience de la nécessité d'une échelle mondiale de gvt.

Définir « Gouvernance » (appliquée à l'éco mondiale) : système de règles économiques, financières, monétaires visant à faciliter coopération, croissance et intérêt général dans un cadre dépassant celui des seuls Etats.

🔗 **Doc. 1 et 2 – Pages 346-347**

. *La gouvernance mondiale est-elle légitime ?*

- Pour le Doc. 1 - Réunion du G8 en 2009, en Italie. Ici 10 ! (l'UE a 2 représentants)

Sommets montagne = sommets de la planète, les grands du monde qui ont de la hauteur

Se réunissent pour fixer une direction à la conduite des affaires économiques du monde.

Sont-ils représentatifs du monde de 2009 ? Sur quels critères ?

Amérique du sud et Afrique ne comptent aucun représentant

Un seul asiatique (le Japon), grande absence de la Chine, de la Corée du Sud.

UE surreprésentée (6, 7 « européens » avec Medvedev)

Russie n'est pas classée parmi les 8 premières puissances mondiales

Donc, une représentativité et une aptitude à conduire les affaires du monde contestable et contestée

- Ce que confirme le Doc. 2 -

Altermondialistes (Chinois, Africain, latino), unis, bottent les fesses du capitaliste (chapeau, costume, cigare) porte parole du \$, par le biais de l'OMC.

= BRICS ? Plus de la ½ de l'humanité ?

Contestent la légitimité de l'OMC dominée par les puissances traditionnelles capitalistes. Cela dit, sont-ils vraiment unis que cela dans leur lutte ?

Problématiques : Dans ces conditions, comment fixer et faire appliquer des règles communes reconnues de tous ? En d'autres termes comment gouverner l'économie du monde ? (quel pouvoir législatif, exécutif légitime ?)

Se référer à la chronologie **Page 347**

I. 1944 – 1976 : naissance et développement

Pb : Sur quels principes et comment organiser son fonctionnement ?

I.1. Des conditions nouvelles au lendemain de la Seconde Guerre mondiale

- Entre-deux Guerres : graves désordres économiques, crise inflationniste en 1923, crise de 1929

--> Au cours des années 30, chaque pays se replie sur lui-même ou son empire pour résoudre la crise.

- Ruine des économies européennes avec la WWII.

- Après WWII : La force de l'économie américaine dans une situation de plein emploi et détentrice des 2/3 du stock d'or mondial (**Doc. 1, page 350**)

⇒ **Prise de cs des USA** de leadership politico-économique mondial.

Cf. Extrait [Charte de l'Atlantique](#) page 353

- Faire la paix (art.6)
- Egalité entre les Etats et nations / Libre-échange (4)
- La collaboration dans le domaine de l'économie ((5) avec accès aux matières premières (4)

Contrairement à l'avant-guerre, les Etats Unis ont les moyens et la volonté politique de s'engager dans la reconstruction du monde (cf chapitre sur la puissance US)

=> Roosevelt pense que le temps est venu de fonder une démocratie marchande où la prospérité, la liberté et le droit vont de concert. (Idéal messianique étatsunien)

1.2. Les mesures prises pour mettre en œuvre une gouvernance économique du monde

• La reconstruction monétaire

Sous impulsion USA, conférence de Bretton Woods aux US dès juillet 1944 . Accords signés par 44 pays.

- ⇒ Mise en place d'un nouveau système monétaire (SMI) : le Gold Exchange Standard ([Doc. 3, page 351](#)) = le \$ est la seule monnaie convertible à un taux fixe de 35 \$ l'once (31 g.) et le \$ est la monnaie internationale. Les autres monnaies sont convertibles en \$ à taux variable.

Pour garantir cette stabilité, des institutions sont mises en place :

- Le FMI (Fond monétaire international) = réserve mutuelle alimentée par les pays participants au prorata du volume de leur commerce extérieur. Les Us sont les premiers contributeurs. Veille à la stabilité monétaire. Aide les Etats en difficulté.
- La Banque mondiale = IDA (Assoc. Intern. Pour l'Aide au développement) + BIRD (banque internationale de reconstruction et le développement). Banque internationale dont le siège est à Washington, dirigée par un conseil de gouverneurs, alimentée par les pays signataires au prorata de leur PIB. Cette banque est chargée de financer les projets de reconstruction de l'Europe, puis du monde après 1950. Est vite devenue la banque des pays pauvres.

• Le GATT et la réorganisation du commerce mondial en 1947

General Agreement on Tariffs and Trade : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé en 1947 par 23 pays. → Accord sur les tarifs douaniers signé par 23 pays.

Principe du libre-échange. Rencontre des Etats au cours de cycles de négociations = *rounds* pour réduire les taxes, parfois très longs et houleux... ([Doc. 3, page 353](#))

Les taxes douanières sont réduites de plus de la moitié en 20 ans.

1.3. Bilan

• Une certaine réussite sous suprématie US

- Reprise économique des Trente glorieuses : croissance + 5%/an.

Dvpt du commerce international et le nombre de pays participants aux négociations augmente.

Dvpt de l'Europe grâce au début à l'aide Marshall (car fonds de la Bird insuffisants).

L'Allemagne et le Japon, anéantis en 1945, connaissent de véritables miracles économiques.

- La reprise sous suprématie américaine :

Comme l'ONU, FMI et Banque mondiale siègent aux US où ils disposent d'un nombre de voix très influent. Suprématie monétaire du \$, seule monnaie convertible en or. Est tjs resté la monnaie d'échange mondiale. Superpuissance économique et financière au début des années 50 : 75 % du stock d'or, 21 % des exportations, 40 % des richesses mondiales (PNB).

- ⇒ Emergence de la notion de gouvernance économique mais américaine

• Limites de cette gouvernance

- **liées à la guerre froide**

L'Urss dénonce l'impérialisme yankee. Le monde communiste reste en dehors.

- **liées à l'intégration du tiers monde**

Entre 1945 et 1975, décolonisation et émergence d'un « Tiers-monde » (Alfred Sauvy, dans *France Observateur*, 1952). Ces pays entrent massivement à l'ONU au sein de laquelle ils fondent bientôt un groupe des 77 (pays les plus pauvres).

Ces nouveaux venus réclament un Nouvel ordre économique mondial (NOEM) ([doc 2 p. 355](#) dernier paragraphe). Ils dénoncent l'écart des prix entre matières premières et produits finis).

Ils tentent de peser, par ex en 1960, les producteurs et exportateurs de pétrole se réunissent en OPEP (organisation des pays exportateurs de Pétrole) pour peser sur le prix du brut

En 1964, l'ONU encourage le dialogue nord sud en créant la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le dvpt) qui a pour but de créer le dialogue entre Nord et Sud afin de réduire les inégalités de dvpt !!!

Conclusion sur le I. :

Donc, conjonction du traumatisme de la WWII, de la prise de conscience US.

→ On invente une gouvernance économique mondiale avec des principes (libre-échange dans la paix et démocratie). On se dote d'outils (FMI...)

Une réussite dans un monde fragmenté : ne concerne vraiment que le bloc occidental sous la direction des USA. Exclut le monde communiste dans sa totalité qui a son propre modèle. N'intègre pas le 1/3 monde, vu les écarts de dvpt.

II. Des années 70 aux années 90 : La gouvernance à l'heure de la crise économique

Pb : Pourquoi la gouvernance économique mondiale est-elle dans l'impasse ?

II.1. Fragilités et dysfonctionnements du système

- La crise du dollar

[Doc. 1, page 355](#) – La diminution du stock d'or américain

US utilisent le \$ pour financer la guerre du Vietnam, ils émettent de grosses quantités de monnaie.

+ investissements des entreprises US à l'ext. des US.

+ Les pays exportant le + vers les USA (Allemagne ou F) stockent des \$ qu'ils veulent ensuite échanger contre de l'or.

⇒ Inflation et stock d'or US qui diminue

⇒ **1971 : Nixon suspend unilatéralement la convertibilité du \$.**

1976, accords de la Jamaïque prévoient de garder le \$ comme monnaie internationale.

Mais elle devient flottante : son cours varie et cela perturbe le commerce extérieur (pétrole ou dettes renchéries par simple variation du \$ que les US utilisent en fonction de leurs besoins. (Ils agissent à la baisse quand ils veulent exporter, à la hausse quand ils veulent emprunter)

- Les chocs pétroliers : 1973 et 1979 → Période de stagflation qui combine hausse des prix et inflation et de chômage de masse (40 millions dans l'OCDE)

- La spirale du surendettement du Tiers Monde :

 [Repère + Doc. 1, page 356](#) : La dette des PED depuis 1960

Années 60, 1/3 Monde est encouragé à emprunter pour investir afin de mettre en œuvre des programmes de développement, souvent fondés sur monoculture d'exportation (Côte d'Ivoire, Brésil) ou l'exploitation d'une matière 1ère (pétrole en Algérie).

Mais surproduction → chute des prix → endettement pour rembourser → surendettement X 72 !!!

Dialogue Nord sud est dans l'impasse, dans la mesure où le nord diminue son aide, en % de son PNB et accroissement des déséquilibres dans les termes des échanges. ([Voir Senghor dans le Doc. 2](#))

II.2. Les réponses de l'occident à la crise de la gouvernance mondiale

• Déréglementation et libéralisation

- Un repli de la gouvernance occidentale en « diplomatie de club » des + riches (les + industrialisés).

1975 G6.-1976 G7. Déclaration finale Rambouillet

Politique annoncée :

- résoudre crise énergétique (économies + nucléaire civil)
- lutte contre chômage (moyens non annoncés, vœu pieux)
- Stabiliser les monnaies pour éviter les dévaluations compétitives (pour faire baisser ses prix/ aux concurrents)
- maintien des échanges lutte contre protectionnisme.

- Une vague néo-libérale

Incarnée par R. Reagan et M. Thatcher et cure d'austérité : réduire le rôle de l'état.

= déréglementation visant à réduire le rôle économique de l'état et abolir les règles de contrôle des marchés. C'est le règne du laisser passer, laisser faire. Le marché est censé s'autoréguler.

→ Ouverture des marchés et privatisation (chemins de fer, mines, C^{ies} aériennes, téléphoniques)

→ Baisse droits de douane accélérée et favorisée par des regroupements d'intégration éco-commerciaux régionaux (APEC. 1989, Mercosur 1991, ALENA. 1991, etc.) et essor cartels [OPEP], CEE devient UE et libéralise les échanges dans son espace.

→ Délocalisation encouragée => renforcement FTN échappant gouvernance « officielle » leur poids financier est parfois supérieur à certains pays

La gouvernance mondiale appartient à des « clubs » de pays regroupés selon les circonstances.

• Le Tiers monde soumis à des cures d'austérité

Voir [doc. 3 et 4, page 356](#) - Les pays du Tiers Monde sont invités à mettre en ordre leurs finances, le FMI oblige à réduire les dépenses de manière drastique

= Stabilisation par la vertu (Pacte de Stabilisation et Ajustement structurel : PAS.) quitte à mettre des Etats sous ½ tutelle. = forte contestation dans les pays en question car ne fait qu'augmenter la pauvreté.

En effet, obligés de réduire leurs dépenses, les pays pauvres touchent d'abord les dépenses sociales : santé, scolarité...

Conclusion sur le II : Face aux crises et au surendettement du Tiers-monde, repli des économies libérales dans des clubs « entre-soi » et renforcement de leur intégration régionale.

Creusement des écarts avec les Suds. Riches accusés d'égoïsme.

III. Depuis 1991: réguler dans un monde multipolaire

Pb : Un seul modèle économique-politique ?

1. La fin de la Guerre Froide : triomphe du modèle libéral et marche vers une mondialisation heureuse?

Quel changement apporte la fin de la GF. ?

- Quasi plus qu'un seul modèle éco. : triomphe libéralisme. Le rêve américain se réalise
- **Carte. 3, page 349** - Libre-Echange renforcé par le passage du GATT à l'OMC en 1995 : afin de corriger les défauts du GATT, promouvoir le dvpt durable et œuvrer pour les PED. L'OMC s'élargit aux produits agricoles et culturels. L'institution est réformée et prévoit un règlement des litiges commerciaux avec un organe judiciaire qui prononce des sanctions. Nombre de pays considérablement élargi au Sud
- La mondialisation financière s'accélère grâce aux TIC. Cette libre circulation des capitaux favorise la montée en puissance des agences de notation, qui à partir de statistiques, d'observations plus ou moins rigoureuses, évaluent les risques.
- croissance spectaculaire PIB mondial (en partie liée à l'explosion de la téléphonie mobile et de la microinformatique), explosion flux commerciaux et décollage remarquable nouvelles puissances du Sud.

III. 2. Une nouvelle donne économique et financière

• Emergence de nouveaux acteurs

- Certains pays du Sud par Division Internationale du Travail en route depuis années 1980 et la délocalisation FTN. => affirmation nouvelles puissances (BRICS.) Puissances détiennent des capitaux et des capacités d'investissements (**Diapo 15** – Chine créancière)
- **Dossier des pages 362-363** - De nouveaux acteurs contestataires émergent : ONG et organisations alter mondialistes (société civile comme ATTAC) contestent la gouvernance « classique » ces contestations présentent des limites : diversité des mouvements et coté « happening » (déclarations vagues qui ne répondent pas aux enjeux dramatiques) mais aussi des réussites (2003 OMC. Accord copies médicaments génériques pour pays d'Afrique)

• Les crises financières

- Les crises prémonitoires d'Amérique latine

Les capitaux sont de plus en plus mobiles, dès que les risques paraissent trop importants ou dès que de nouvelles aubaines se présentent les investisseurs se retirent pour d'autres cieux plus rentables. Faute de capitaux, les investissements sont réduits, les projets abandonnés et la crise éclate. De nouveaux cas de surendettement et de paupérisation des populations (Argentine, Uruguay 1998-2002) réapparaissent. Les éco sont mises sous « tutelle » FMI qui impose mesures drastiques et des contestations.

- La crise des subprimes (diapo 16) (diapo 17)

Crise bancaire puis boursière américaine (diapo courbe prix immobiliers + rediff)

- La crise des dettes souveraines

Etats européens (Portugal, Islande, Grèce, Spain) très touchés. Portés par un boum économique et immobilier, ces pays avaient beaucoup emprunté, l'effondrement des prix de l'immobilier a provoqué une crise bancaire en Espagne. La Grèce s'était beaucoup endettée et a un système fiscal très opaque incapable de couvrir ses dettes.

La crise provoque une baisse de l'activité et une hausse du chômage qui réduit la demande.

Un effet de contagion se répand en Europe et dans le monde : la demande baisse, les dépenses sociales menacent d'exploser, les impôts ne rentrent pas du fait de la baisse d'activité.

- **Une nouvelle donne internationale**

La direction économique du monde est en train de changer : la croissance vient désormais du sud ; les capacités financières sont au sud (commerce ext. très excédentaire)

III.3. Vers une nouvelle gouvernance économique mondiale ?

- **Les revendications des émergents**

Doc. 1, page 359 – **les revendications du Brésil** – (diapo 18)

Déclaration de Lula en 2006 pour création du G20 et envisager le terme dvpt dans les négociations de l'OMC.

Réclame par exemple la fin d'une agriculture subventionnée qui pénalise les paysans des Suds.

Les pays émergents obtiennent d'élargir le G8 à 20, fait entrer en masse les émergents qui constituent un groupe de pression

- **L'amorce de timides réformes ?**

- Lutte (officielle...liste « noire » puis « grise ») contre dérèglement du système financier et fuite capitaux dans paradis fiscaux et bancaires.
- Relance théorique des principes de développement durable mais en fait « mise en sommeil » objectifs Kyoto avec ½ échec Copenhague 2009. La crise fait du DD une question seconde.
- 2008 : Réforme du système de décision au sein du FMI (renforcement poids pays émergents) qui reste encore trop timide. (Doc 2, page 348) (diapo 20)
- Vers un Bretton Woods II ? Mais il faut tenir compte de la monnaie chinoise (Chine garde sa souveraineté et baisse sa monnaie pour exporter davantage.)
- Mais aussi importante reprise des résistances de la société civile : « les indignés »...

Conclure : Arrivée des pays émergents sur la scène internationale et des contestations de + en + nombreuses : on recherche un autre modèle de gouvernance économique mondiale pour rendre compatibles libéralisme, solidarité et lutte contre les inégalités... Un modèle qui se cherche encore.

Conclusion générale sur le chapitre : Schéma de synthèse page 365.

Il paraît abusif de parler de gouvernance économique mondiale. La mondialisation est dominée par 25 pays qui contrôlent 80% du commerce. Le petit paysan africain est peu concerné et peu consulté !

Au lendemain de la guerre ce sont les US qui détiennent réellement les clés du pouvoir économique mondial. A partir des années 70 le monopole américain s'essouffle. Europe et Japon s'agrègent au sein d'un G5 puis 6 puis 8 mais les US restent les leaders. Aujourd'hui les puissances du sud revendiquent leur place. La poignée des pays du nord ne peut plus imposer son modèle seul.

L'économie mondiale connaît un tournant de son histoire. Le libéralisme reaganien atteint des limites : de nouvelles règles communes sont nécessaires mais les puissances peinent à fonctionner de concert. Chacun essaie de protéger ses intérêts (protectionnisme) et, si chacun constate la nécessité de la mise en œuvre d'un DD ou d'un contrôle de circulation des capitaux, peu de mesures sont prises.

La mise en œuvre se heurte à des résistances populaires (pays latino- américains –Bolivie, Equateur, Venezuela- « Indignados » espagnols) même si là encore ces résistances à la gouvernance se doublent parfois de visées populistes de la part de leurs leaders ...

La gouvernance économique mondiale est donc encore à inventer. Que dire d'une gouvernance économique durable (économiquement viable, socialement équitable et écologiquement vivable) ?